Forum mondial sur l'agriculture
3 décembre 2004

<u>SESSION DE L'APRÈS-MIDI</u>. Réponses institutionnelles aux besoins des décideurs des politiques

L'OCDE et les autres organisations internationales doivent s'assurer que les informations qu'elles offrent en termes de politiques arrivent à un moment propice et sont taillées à la mesure des besoins des décideurs des politiques. Ceci implique que le contenu de l'analyse des politiques doit être pertinent, transmis de manière claire et efficace et que l'analyse entreprise par l'OCDE complète celle des autres organisations. La présente session porte plus particulièrement sur l'offre d'analyse des politiques.

L'OCDE se sert d'instruments de mesure et de modèles pour contribuer à l'évaluation des politiques agricoles. Les instruments de mesure comprennent les ESP ainsi que les données sur les revenus des ménages agricoles, tandis que les modèles incluent AGLINK, MEP et, aujourd'hui, GTAPEM. Un aperçu des effets de redistribution de la réforme de la politique agricole est à la fois fourni par les données et par les modèles. Les données descriptives sur les revenus et dépenses permettent de comprendre de manière assez complète l'impact que peuvent avoir les réformes sur les divers types de ménages. Les modèles macroéconomiques intégrant des données de distribution offrent, malgré leur fort taux d'agrégation, un aperçu plus détaillé des effets de la réforme après ajustement du marché et des ménages. Les données sur les ménages peuvent également étayer l'analyse économétrique par des éléments déterminant la capacité des ménages de s'ajuster à la réforme.

- Quelles sont les priorités dans le domaine de la collecte de données et de l'analyse ? Comment les travaux de l'OCDE peuvent-ils contribuer à combler d'importantes lacunes d'information ?

L'un des rôles primordiaux de l'OCDE et des autres organisations internationales consiste à communiquer clairement les résultats de l'analyse des politiques aux responsables de l'élaboration des politiques. Cette démarche consiste à tirer les implications en termes de politiques des travaux entrepris au sein de la communauté des chercheurs académiques, à promouvoir de nouveaux travaux lorsque l'interprétation politique n'est pas immédiate et à distiller cette analyse des politiques le plus clairement possible. Les préoccupations portant sur les effets de redistribution de la réforme sont une question de compromis : les décideurs publics qui cherchent à obtenir des réformes des gains d'efficacité tout en se préoccupant des conséquences en termes de redistribution, reconnaissent alors la nécessité de politiques d'accompagnement. Des réunions telles que le Forum mondial et d'autres évènements régionaux représentent une opportunité d'aborder les résultats des recherches avec une optique politique diversifiée tandis que les examens bilatéraux par pays se révèlent plus aptes à traiter les questions particulières auxquels les pays ont à faire face individuellement.

- Quel rôle peuvent jouer l'OCDE et les autres institutions pour faciliter le flux des informations pertinentes qui permettront aux décideurs publics d'opérer les choix nécessaires ?

L'OCDE est engagée dans le cadre d'un Consortium avec la ONU-FAO, la Banque mondiale et l'IFPRI, en vue d'améliorer l'évaluation des politiques agricoles des pays en développement. Cette coopération se traduit pas le développement de nouvelles méthodes d'analyse, l'organisation d'évènements instaurant un dialogue sur les politiques et des contributions sur l'amélioration du rendement. L'intérêt que manifeste ce Consortium à la mesure du soutien et aux effets en termes de politiques comporte des similitudes avec certains projets en cours au sein d'autres organisations internationales telles que les diverses banques de développement et institutions régionales. Une grande partie de ces travaux vise à clarifier les liens entre réforme des politiques et redistribution des revenus et pauvreté, ce qui porterait à rechercher des synergies possibles dans un effort de coordination de plus grande envergure.

- Comment s'assurer que les analyses des politiques effectuées par les organisations internationales sont complémentaires et se fondent sur les avantages comparatifs de chacune de ces organisations ? Comment réduire le risque de brouillage des messages émis sur les politiques ?